



Tribune libre

Une production au centre d'un grand service public de l'énergie ?

Nucléaire : à propos des risques et des coûts

Par **Sébastien Balibar**, physicien,
membre de l'Académie des sciences.

 Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), a déclaré à *Libération* le 3 mars : « *Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en France.* » Serait-ce donc probable ? En fait, l'ASN souhaite améliorer la sûreté en considérant le pire même s'il est extrêmement improbable. Deux jours plus tard, *le Monde* titrait « La sûreté du parc atomique français en question » ; un « *mur d'investissements* » empêcherait EDF de financer l'entretien de ses centrales ! Serait-il devenu incorrect de défendre le nucléaire français comme moyen de produire de l'électricité sans émettre de CO₂ ? Le nucléaire français n'est ni si dangereux ni si cher. Fukushima d'abord. L'amplitude du séisme était colossale, comme si un quart de la France avait sauté de 30 mètres. En France, l'énergie des séismes n'a jamais atteint le millième de cela ; les bétons y résistent sans problème. D'ailleurs, à Fukushima, ce n'est pas le séisme qui a ravagé la centrale et tué 18 000 personnes, c'est le tsunami qui l'a suivi. Ensuite, la gestion d'une société privée comme Tepco, pour qui les questions de sûreté n'étaient pas prioritaires, a conduit à une explosion d'hydrogène (pas à un emballement de la réaction nucléaire comme dans le

« Le nucléaire français n'est ni si dangereux ni si cher. »

réacteur instable de Tchernobyl) et à l'émission d'un nuage radioactif. Mais ce nuage n'a provoqué aucun décès à ce jour et le risque de futurs cancers est heureusement faible. Que propose donc l'ASN en s'appuyant sur les travaux



des milliers de chercheurs de l'IRSN (1) ? D'abord de prolonger l'activité des réacteurs qui auront satisfait à ses tests. Ensuite, comme EDF, d'effectuer un « *grand carénage* » des réacteurs anciens pour rapprocher leur niveau de sûreté de celui de l'EPR. Au pire, cela coûterait 7 milliards par an pendant 15 ans. Or, la valeur de l'électricité produite est beaucoup plus grande : 420 milliards de kWh à un prix moyen de 10 centimes, cela fait 42 milliards par an. Pour financer cela il suffirait d'augmenter le prix du kWh d'1 ou 2 centimes. L'État français a tort de mettre EDF sous pression en bloquant le prix du kWh et en prélevant 2 milliards de dividendes par an. En Allemagne, où l'on a investi 300 milliards dans l'éolien et le photovoltaïque, le kWh est 2 fois plus cher et on brûle de plus en plus de charbon pour pallier l'intermittence de ces « renouvelables ». Résultat : l'Allemagne émet 8 fois plus de CO₂ que la France par kWh produit. Ne sont pas exorbitants non plus les coûts d'enfouissement des déchets (25 milliards sur 140 ans), de démantèlement (1 milliard par réacteur pour 40 ans de production) et même de construction du premier EPR (10 milliards pour 60 ans). Ni en France, ni en Allemagne on ne réussira à réduire les émissions de CO₂ de 75 % comme promis à la COP21 en réduisant la production nucléaire. Nous avons la chance en France d'avoir un nucléaire de qualité. Il devrait être au centre d'un grand service public de l'énergie dont la motivation première serait d'assurer la sûreté des réacteurs et celle de l'approvisionnement en énergie propre dans le cadre de la défense du climat. Ayons donc confiance en l'Autorité de sûreté et méfions-nous des rumeurs qui courent.

Dernier ouvrage paru : *Climat : y voir clair pour agir*,
Éditions Le Pommier, 2015.

(1) IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.